



Par Aimie Bouju

Traduction: Karo Breda, Michelle Trimborn

Photo : © [Frederic Bisson](#)

Amis – ennemis, partenaires – adversaires : la relation entre journalistes et responsables politiques peut parfois paraître ambiguë. « Off the record », micros fermés, certaines révélations sont faites en toute intimité. Mais que se passe-t-il lorsque la confiance est brisée ?

« J'ai un charisme, de l'aura, du poids. Au gouvernement, je leur ferais de l'ombre ». Septembre 2013, Charlotte Chaffanjon, journaliste pour l'hebdomadaire « Le Point », accompagne Ségolène Royal lors d'un déplacement. Au cours d'une discussion avec la journaliste, la présidente de la région Poitou-Charentes lui fait quelques confidences, en « off », et règle ses comptes avec ses camarades du Parti socialiste, que ce soit Martine Aubry ou Claude Bartolone. Ces propos recueillis en toute confidentialité auraient dû rester entre la journaliste et l'ancienne candidate à l'Élysée. Du moins, c'est ce qu'aurait souhaité Ségolène Royal.

Quelques jours plus tard dans un article titré « La dame des piques », l'hebdomadaire lui consacra un portrait où des extraits de l'entretien seront rapportés, entre guillemets. La riposte ne se fera pas attendre. Ségolène Royal démentira catégoriquement les propos qui lui sont prêtés en qualifiant ce « pseudo scoop » de « médiocre ». Plus que le fond, Ségolène Royal critiquera la forme. Certes, elle a discuté avec la journaliste. Cependant elle n'aurait pas autorisé la publication des propos.

La journaliste n'aurait donc pas respecté les règles du « off », terme journalistique utilisé pour décrire une discussion informelle entre responsables politiques et journalistes. Les « fuites » ou « off brisés » font souvent l'effet d'un séisme médiatique et mettent en péril aussi bien les responsables politiques mais aussi les journalistes, en France et en Allemagne.

Un jeu, deux règles.

La pratique du « off » est courante dans la plupart des pays. Toutefois, la règle n'est pas universelle et s'adapte à l'histoire nationale, au paysage médiatique et aux traditions journalistiques.

Sans trop de surprise, les journalistes français sont plus indisciplinés que leurs compagnons d'Outre-Rhin, et on retrouve plus fréquemment dans les journaux français quelques confidences embarrassantes imprimées noir sur blanc. Il existe cependant une différence entre le « off passoire » et le « off de chez off », c'est-à-dire entre la publication de propos de façon indirecte, du type « une source proche du gouvernement », et le secret le plus absolu. Une règle qui n'en est pas toujours une pourrait être la suivante : plus le nombre de journalistes présents est restreint, plus l'information est confidentielle. Cependant comme le montre Charlotte Chaffanjon, cette règle est malléable.

La pratique du « off » en Allemagne est plus stricte et elle est inscrite dans la charte de la *Bund espressekonferenz*, institution où les responsables politiques sont invités par les journalistes à donner leur

conférence de presse. On signale «

unter 1

» lorsque l'information peut être publiée comme telle, «

unter 2 □

» lorsqu'elle peut être publiée sans évocation de la source et «

unter 3

» lorsqu'elle ne doit être ni publiée, ni reprise sous le couvert de l'anonymat. Les règles du jeu sont connues par tous. Même la chancelière Angela Merkel y a recours. Il existe également des espaces dédiés explicitement à ces discussions informelles, comme par exemple le Club berlinois de la presse, créé par des journalistes et des responsables politiques dans les années cinquante.

Face à leurs collègues allemands, les journalistes français seraient-ils des « passoires », ne garantissant pas la protection des sources ? À première vue, tous les éléments sont présents pour confirmer nos chers stéréotypes ancestraux : d'un côté le journaliste français, impétueux et ayant quelques difficultés à tenir sa langue, et de l'autre côté le journaliste allemand, rigoureux et raisonnable. Mais si la règle du « off » est mieux respectée en Allemagne, c'est tout simplement parce que le moindre écart est sanctionné.

Pourquoi briser la loi du silence □ ?

Le problème de ce gentlemen's agreement est qu'il repose sur une règle : la confiance mutuelle. La difficulté de la pratique est donc évidente. En faisant face à une concurrence accrue entre les médias, comment un journaliste détenant une information brûlante et exclusive pourrait-il respecter cet accord basé sur le bien-fondé de la morale ? Bien qu'elles ne soient pas toujours passionnantes, le public raffole de ces petites phrases croqueuses et ravageuses, lui donnant l'impression de découvrir, enfin, « ce qu'il se passe derrière les coulisses ». Exclusivité, actualité, concurrence : voilà trois bonnes raisons pour dévoiler un « off ». Aussi bien en France qu'en Allemagne, être le premier à publier une phrase mordante permet de décrocher l'exclusivité et d'être repris par d'autres médias. Mais celui qui trahit la règle du « off » s'expose aussi à certains dangers.

Tout dépend donc du risque encouru. Si Charlotte Chaffanjon décide de briser la loi du silence, c'est tout simplement parce qu'elle ne joue pas gros. À l'avenir, elle devra se contenter du flux

d'informations officiel. Cependant, en dévoilant les propos recueillis en « off », la journaliste a bien conscience qu'elle ne passera pas par la case prison.

Les journalistes allemands sont plus intransigeants lorsque la confiance du « off » est rompue. Si un journaliste ne respecte pas scrupuleusement la règle, il risque non seulement d'être raillé de la liste des invités lors des discussions informelles, mais aussi d'être condamné au sein même de la profession. Voilà pourquoi en Allemagne, il est plus rare de découvrir des « offs » filtrés dans les médias.

Une affaire récente de « off rompu » concerne l'hebdomadaire allemand DER SPIEGEL. Dans une interview, le journaliste demanda à Volker Kauder, président du groupe parlementaire CDU/CSU, de réagir sur les propos qu'avait prononcés le président de la Cour constitutionnelle allemande Andreas Voßkuhle devant plusieurs journalistes en toute confidentialité. Évoquer le contenu d'un entretien informel avec une tierce personne est considéré comme une faute professionnelle absolue. L'institution de journalistes *Bundespresseamt* décida donc de sanctionner l'hebdomadaire par un blâme. En Allemagne, ce sont donc les journalistes qui rappellent leurs collègues à l'ordre.

Ce « off » qui finalement n'en était pas un.

Où se situent donc les personnalités politiques ? Seraient-elles alors systématiquement victimes de la trahison de journalistes appâtés par l'exclusivité ? Non car tout d'abord, ce que veulent les personnalités politiques, c'est avoir bonne presse. Si les propos publiés lui sont favorables, le responsable politique ne s'opposera pas à leur publication. L'ampleur des conséquences dépend donc du degré de la critique. Voici donc toute l'hypocrisie de ce jeu. De plus, la plupart des responsables politiques ayant recours aux règles du « off » sont des politiciens expérimentés, maîtrisant les instruments de la communication depuis de nombreuses années. Si le responsable politique s'adonne à ce jeu, c'est tout simplement parce qu'il lui offre certaines opportunités.

Rappelons-nous l'affaire Clearstream, lorsque Dominique de Villepin et l'éditorialiste Franz-Olivier Giesbert dînaient encore ensemble, de façon informelle. Un soir, Dominique de

Villepin confia à son ami l'existence de listings sur des comptes illégaux au Luxembourg où se trouverait le nom de son adversaire politique bien connu, Nicolas Sarkozy. Giesbert, convaincu de détenir l'affaire du siècle, publiera les informations recueillies en « off » en couverture de son journal. Nous connaissons la fin de l'histoire. Giesbert, humilié, finira par découvrir le stratagème : Villepin aurait utilisé le « off » et son amitié avec le journaliste pour atteindre son rival à travers la publication de fausses informations.

Un autre exemple beaucoup moins tragique concerne Horst Seehofer, président du parti CSU. À la suite d'une interview avec la chaîne de télévision allemande ZDF, Seehofer discute en « off » avec le journaliste Claus Kleber et a la dent dure avec Norbert Röttgen, critiquant alors la sévère défaite électorale qu'a subie son partenaire de la CDU en Rhénanie, le dimanche précédent. Le journaliste taquine l'homme politique en lui faisant remarquer que les discussions hors antenne sont parfois plus intéressantes que ce qui est montré aux téléspectateurs. À quoi Seehofer répond : « Vous pouvez tout diffuser ! ». C'est ce que fit la chaîne, montrant l'intégralité de l'entretien télévisé, la partie officielle et le passage « off ». Quelques jours plus tard, Röttgen sera congédié du gouvernement par la chancelière.

Les règles du « off » sont donc connues par tous. Journalistes et politiques doivent écouter, observer les autres joueurs, deviner leurs cartes et leurs stratégies. Même si les règles sont plus strictes en Allemagne, les journalistes et responsables politiques des deux côtés du Rhin ont conscience des risques auxquels ils s'exposent. Après avoir considéré l'opportunité qui leur est offerte, à eux de voir s'ils jouent cartes sur table ou au contraire, s'ils doivent s'abstenir.

L'entretien « on / off » entre Claus Kleber et Horst Seehofer (disponible en allemand). Début de l'entretien « off » à partir de 05min20s.